Hope 360 : le 19 octobre, courez pour sauver un hôpital au Cameroun

Hope 360, vous en avez entendu parler ? C'est l'événement ludique et sportif organisé à Valence par le collectif Asah le 19 octobre. Ce jour-là, vous pourrez courir pour soutenir un projet solidaire. Le Défap y participe et vous propose de soutenir le projet de réhabilitation de l'hôpital de Bafia. Une structure qui, avec peu de moyens, fait beaucoup au service d'une population qui n'a que très difficilement accès aux hôpitaux généraux. Découvrez, en images et en vidéo, l'histoire de cet hôpital et de l'engagement de celui qui le fait aujourd'hui revivre, avec le soutien du Défap : le docteur Célin Nzambé.



L'hôpital de Bafia, géré par l'EPC : une structure hospitalière, mais aussi un témoignage de l'EPC au sein de la société camerounaise © Défap

C'est une histoire de foi et d'engagement. De volonté et de ténacité, aussi ; une histoire de service, de partage, d'aide

aux démunis, et de témoignage au sein de la société. Une histoire à laquelle vous pouvez vous associer, pour lui permettre d'aller plus loin, à partir du mois d'octobre. Le 19, plus précisément, date de l'opération Hope 360, un événement à la fois ludique et sportif organisé à l'initiative du collectif ASAH et dont le Défap est partie prenante, au cours duquel les participants pourront soutenir des projets solidaires en participant à une course à Valence.

Cette histoire commence à partir des années 1870 et se poursuit aujourd'hui ; elle se passe en grande partie au Cameroun, mais aussi en France. À la base, on trouve la mission presbytérienne américaine, première mission implantée dans le pays et à l'origine de l'Église presbytérienne du Cameroun (EPC). Elle avait mis sur pied un réseau d'hôpitaux à la qualité reconnue. Non pas des établissements prestigieux, mais au contraire de petites structures, placées volontairement dans les zones rurales, les moins bien pourvues en structures sanitaires, afin de favoriser l'accès aux soins pour toute la population. Lorsqu'en décembre 1957, l'EPC obtint son indépendance religieuse, peu avant l'indépendance politique du pays, l'événement ne marqua pas dans l'immédiat le départ des missionnaires ; mais l'Église camerounaise récupéra la gestion des divers établissements issus des missions américaines – et notamment ces hôpitaux. Dès lors, ce réseau d'établissements devait connaître une lente spirale descendante, victime à la fois de mauvaise gestion au sein de l'EPC, et de la dégradation générale du système de santé camerounais. À partir des années 80, de nombreux pays africains, dont le Cameroun, ont remplacé le système de gratuité des soins pour les malades, qui prévalait jusqu'alors, par un système basé sur le paiement direct des soins par les patients. Ce qui a eu pour conséquence à la fois de rendre les soins inaccessibles pour une bonne partie de la population, qui ne pouvait s'offrir une assurance ; et de plonger les hôpitaux, désormais financés par les seuls paiements des patients, dans des situations financières

souvent catastrophiques.



Le docteur Célin Nzambé © Défap

Dans de nombreux pays, à partir des années 2000, divers gouvernements sont revenus sur cette réforme néfaste en finançant de nouveau certains soins. Ainsi dans de nombreux États actuellement, les césariennes sont gratuites pour les parturientes. Mais le Cameroun reste à la traîne, avec un système de santé en mauvais état, et des malades qui ne peuvent tout simplement pas être pris en charge dans les hôpitaux généraux, même dans les cas les plus graves. Quant aux hôpitaux gérés par l'EPC, un certain nombre d'entre eux ont tout simplement été abandonnés – à moins que le personnel, las d'attendre des années sans être payé, ne s'installe tout simplement dans les locaux pour en les transformer en habitation.

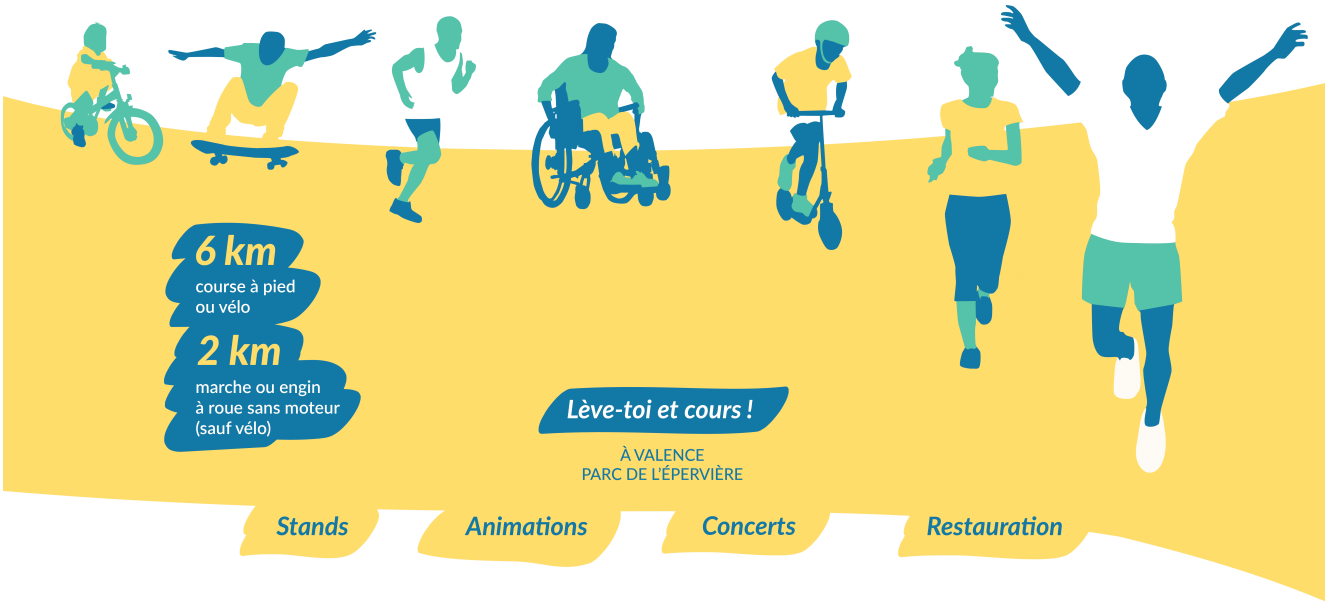
C'est le contexte qu'a découvert, en arrivant dans le pays, le

docteur Célin Nzambé. Originaire de République Démocratique du Congo, envoyé au Cameroun par la Cevaa (Communauté d'Églises en mission, une communauté de 35 Églises présentes sur cinq continents et dont font partie les Églises constitutives du Défap), Célin Nzambé a décidé de rester sur place après la fin de sa mission. Avec un projet un peu fou : rendre à ces hôpitaux délaissés leur vocation première, en leur permettant de nouveau d'accueillir des patients dans les zones précisément les moins bien pourvues en structures hospitalières. Il a commencé son travail en-dehors du réseau de l'EPC, à Nkoteng, avec le soutien du Défap. Il est actuellement à Bafia, à la demande de l'Église presbytérienne du Cameroun. À chaque fois, il faut d'abord convaincre le personnel hospitalier de revenir et de travailler de nouveau à fournir des soins à la population ; relever et équiper l'hôpital ; rétablir la confiance avec les futurs patients… Dans un contexte qui reste toujours aussi défavorable, puisque, pour fonctionner, l'hôpital doit pouvoir compter sur le financement par ces mêmes patients… Vous pouvez voir ci-dessous l'état actuel de l'hôpital de Bafia : une petite structure, mais au rôle désormais reconnu, nécessaire auprès de la population ; et pour l'EPC qui la gère, c'est un renouveau de son témoignage dans la société camerounaise.

Le lien avec la France s’est fait à travers des rencontres personnelles et l’investissement de quelques personnes gagnées par l’enthousiasme de Célin Nzambé. Comme Patricia Champelovier, première infirmière française partie aider au fonctionnement de Bafia, mais aussi paroissienne de l’Église protestante unie de France à Valence, et qui a dès lors plaidé la cause des hôpitaux camerounais dans sa paroisse… Comme le docteur Jean-Pierre Perrot, cardiologue protestant de la région rochelaise qui vient régulièrement prêter main-forte à Célin Nzambé, à l’occasion de missions courtes organisées par le Défap… Aujourd’hui, le projet de Célin Nzambé est ainsi soutenu par plusieurs paroisses de l’EPUdF, au premier rang desquelles figure Valence ; le Défap a une envoyée sur place… Mais malgré toute la bonne volonté du personnel qui lui permet d’exister et de fonctionner au service de la population, l’hôpital de Bafia reste une structure avec peu de moyens, et les besoins sont grands.

C’est là que vous pouvez intervenir. Il ne s’agit pas d’aller jusqu’au Cameroun. Il ne s’agit pas non plus d’aller apporter directement des soins aux malades. Tout simplement de courir à l’occasion d’un événement festif, pour porter le projet du Défap de réhabilitation de l’hôpital de Bafia, et de

participer financièrement, lors de l’opération Hope 360.



Des revenus pour les pasteurs

Le Sénégal, pays d’Afrique de l’Ouest où les relations entre Églises protestantes locales et Églises de France sont nombreuses, voit se développer de nombreux projets en partenariat. C’est le cas du projet de valorisation de terrains dont sont propriétaires des paroisses de l’Église luthérienne du Sénégal, afin d’y développer des activités génératrices de revenus permettant de financer les pasteurs. Un projet soutenu par le Défap, et qui fait partie du «carnet de solidarité» de l’UEPAL. Le point avec cet article de Valérie Thorin publié dans le numéro d’avril 2019 de l’église missionnaire.



Irrigation de cultures dans un village du Sénégal © Wikimedia Commons

Le Sénégal est un «paradoxe démocratique »: la vie politique est dans l'ensemble paisible, et les opérations de vote se déroulent généralement dans le calme. Pourtant, cette situation se trouve totalement inversée avant et après les élections, et la présidentielle de 2019 n'y a pas fait exception. Des violences se sont succédé dans le pays pendant la campagne électorale, et les résultats ont été vivement contestés par l'opposition, avec manifestations de rue et cortèges de protestations. La Commission nationale de recensement des votes a cependant tranché: le président sortant, Macky Salt, l'a emporté dès le premier tour avec 58,27% des voix.

Cette réélection n'est pas une surprise. En effet, le chef de l'État peut s'enorgueillir d'un bon bilan économique, notamment dans le monde rural. A son arrivée aux affaires, en 2012, il avant lancé le Plan Sénégal émergent (PSE), un programme de grands travaux destinés à faire du pays une «locomotive économique en Afrique de l'Ouest», selon ses

propres mots. Au fil des ans, la croissance a atteint 6,8 0/0 par an, selon la Banque mondiale, laquelle a salué un «cadre macroéconomique solide». Seule ombre au tableau: le taux de chômage, sur-tout celui des jeunes diplômés, C'est dans ce contexte macroéconomique particulièrement porteur que s'inscrivent les petits projets « microéconomiques » soutenus par les Églises, à commencer par ceux destinés à valoriser les terrains dont elles sont propriétaires. Dans le «carnet de solidarité» de l'UEPAL en 2019 figure l'un d'entre eux: l'accompagnement des activités génératrices de revenus pour les pasteurs de l'Église luthérienne du Sénégal (ELS).

Valoriser des terrains, mais pour quoi faire ?

Ce projet naquit lors de l'échange pastoral entre Claudia Schulz (pasteure à Hautepierre et responsable de « Mosaïque» Alsace-Moselle) et Pierre Adarna Faye, alors vice-président de l'ELS. Le secrétaire général du Défap, le pasteur Jean-Luc Blanc, s'est rendu au Sénégal au début du mois de février dernier. Il a pu discuter avec les nouveaux responsables de l'ELS de la mise en place de ce type d'activités dans les paroisses rurales. En effet, celles-ci possèdent souvent de petits terrains autour du temple ou dans ses environs. Avec un minimum de formation et d'accompagnement, les familles des pasteurs sont donc à même de les mettre en culture. Jean-Luc Blanc a d'ailleurs pu constater que plusieurs initiatives agricoles étaient déjà en place, dont de l'élevage. Bien sûr, il est encore trop tôt pour faire une première évaluation, «mais dans quelques mois, ce sera possible», a-t-il noté dans son rapport de mission. D'ores et déjà, on peut voir des projets similaires, comme à Louga, dans le nord du pays, une région sahélienne très pauvre, en lutte perpétuelle contre l'avancée du désert du Sahara. Là, ce sont les femmes des villages qui sont les plus actives et notamment parce qu'elles s'assurent ainsi une indépendance économique. Dans le même temps, le programme permet de renforcer la sécurité

alimentaire et de protéger l'environnement. En augmentant les niveaux de compétence et de conscience, elles deviennent plus sensibles à l'amélioration des conditions sanitaires et au bien-être de tous.

C'est exactement le même raisonnement pour les pasteurs et leur famille: développer des activités qui leur permettent de gagner de l'argent, cela signifie augmenter leur niveau de vie. Grâce à cette autonomie économique, ils pèsent moins sur la communauté ou sur d'éventuels donateurs et peuvent donc plus librement exercer leur ministère. L'agriculture vivrière et l'élevage sont des priorités: et par exemple la réduction du temps passé à la corvée d'eau grâce à des micro-barrages ou des captages pour alimenter les champs ou faire boire les bêtes est un excellent moyen d'augmenter le rendement des cultures et de garantir la bonne santé des cheptels. C'est ce genre d'activités que soutiennent le Défap et l'UEPAL, pour que les pasteurs sénégalais puissent mieux s'occuper de la vie spirituelle de leur communauté.

Par Valérie Thorin

Djibouti : l'aventure continue !

Le 20 mars 2019 a eu lieu l'inauguration du Centre de Formation de l'Église protestante de Djibouti. Un événement qui, à la suite du chantier de rénovation du temple, a permis une nouvelle fois de donner une forte visibilité à la seule Église protestante officiellement

reconnue dans ce pays. Y assistaient notamment le Secrétaire général et la responsable du Service financier du Défap, l'Ambassadeur du Japon et le Conseiller Spécial du Président de la République, ainsi que le représentant de la Ceta (Conférence des Églises de Toute l'Afrique).



Une cérémonie de remise de diplômes se prépare dans le temple de l'Eped © Défap, mars 2019

À Djibouti, l'islam est religion d'État depuis 1992. La liberté religieuse est garantie par la constitution, mais le prosélytisme est découragé par les autorités. La plupart des chrétiens présents dans ce petit pays d'un peu plus de 23.000 km2, frontalier de l'Érythrée, de l'Éthiopie, et de la Somalie, appartiennent en majorité soit à l'Église catholique romaine, soit à l'Église éthiopienne orthodoxe. Officiellement, le protestantisme est exclusivement représenté par l'Eped (Église protestante de Djibouti). Une Église à l'histoire singulière, héritière de l'aumônerie des troupes françaises, constituée d'une paroisse unique dont la responsabilité est assumée par le Défap, et dont les bâtiments

sont propriété de la Ceeefe (la Commission des Églises évangéliques d'expression française à l'extérieur). Une Église qui a toutefois su trouver sa place et qui grandit, accueillant des chrétiens de différents pays (Éthiopie, France, Burundi, États-Unis, etc.) et de différentes branches du protestantisme.

Pour cette Église à la communauté aussi diverse que fluctuante (ses membres ne restent en moyenne que deux à trois ans, la durée de leur présence dans le pays), les bâtiments jouent un rôle fondamental : lieu d'accueil, lieu où se rassemble la communauté, mais aussi lieu de témoignage. Le chantier de rénovation du temple, mené à bien avec le soutien du Défap, qui s'est étalé sur près d'une dizaine d'années, avait déjà donné une visibilité et une crédibilité à cette communauté protestante de Djibouti. La fin de la réhabilitation du centre de formation, dans lequel ont été déjà formés des dizaines de jeunes Djiboutiens aux métiers de la maçonnerie, de l'électricité, de la plomberie ou de la soudure, a eu le même effet. Son inauguration officielle a eu lieu le 20 mars 2019 et a été relayée par la presse nationale, avec des reportages télévisés et un article dans le quotidien La Nation. Y assistaient notamment le Secrétaire général et la responsable du Service financier du Défap, Jean-Luc Blanc et Laure Daudruy ; l'Ambassadeur du Japon (l'ambassade ayant contribué financièrement au chantier, ce dont témoigne une plaque apposée sur la façade du bâtiment) ; le Conseiller Spécial du Président de la République de Djibouti ; le représentant de la Ceta (Conférence des Églises de Toute l'Afrique), Simon Kossi Dossou, et diverses personnalités djiboutiennes.

Retrouvez ci-dessous quelques images de l'inauguration et des locaux de l'Eped :

Une expérience qui a déjà fait des émules

Au-delà de la visibilité dont a pu bénéficier la petite communauté protestante de Djibouti, ce chantier s'avère riche d'enseignements. À la fois par la créativité dont il a fallu faire preuve pour le mener à bien (notamment à travers la pratique des «chantiers-écoles»), et par les partenariats qu'il a permis de mettre en place. L'inauguration proprement dite a d'ailleurs été précédée d'un «séminaire de capitalisation», sorte de table ronde réunissant les divers partenaires pour évaluer ce qui, dans ce projet, pourrait être transposable et reproductible. Aux côtés de la Ceta, du Défap, de la Ceeefe, de représentants d'ONG et des administrations djiboutiennes, on pouvait ainsi noter la présence, en tant que témoin, du directeur de l'APES (Association Protestante d'Entraide du Sénégal, une ONG issue de l'Église Protestante du Sénégal). L'APES s'était en effet directement inspirée de l'expérience du chantier-école de Djibouti pour la construction du Centre de Formation Professionnelle Darvari à Saint-Louis. Ce séminaire a été suivi d'une conférence sur

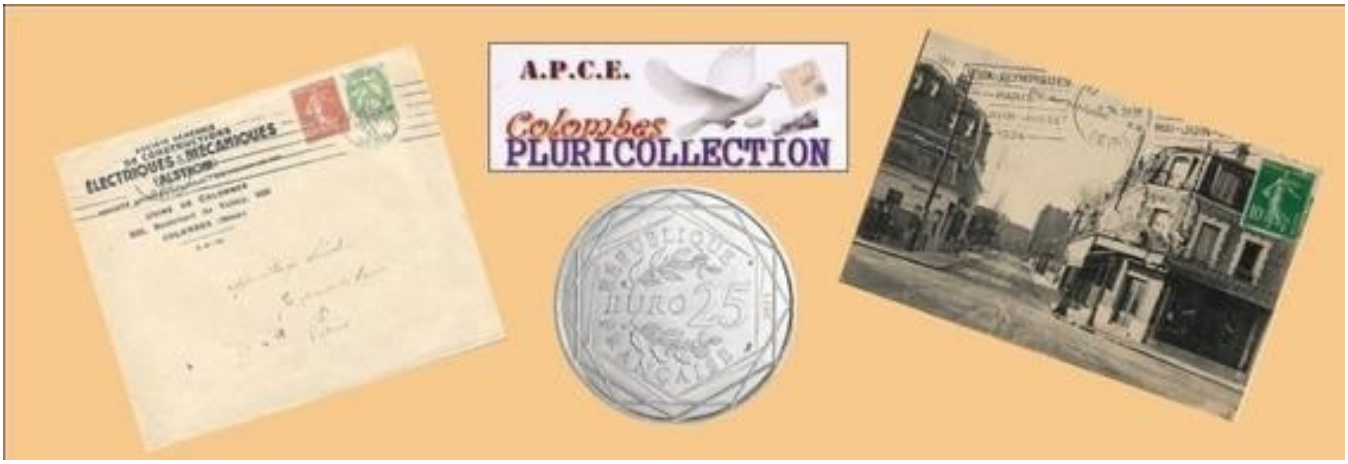
«les lieux spirituels» donnée par l’architecte Nicolas Westphal, l’un des grands artisans du projet, et qui a déjà publié un livre sur l’aventure du temple de Djibouti.

Une aventure qui se poursuit donc, au-delà des chantiers de rénovation proprement dits, puisque derrière les bâtiments, il y a toute une communauté qui vit. Une communauté avec un pasteur, Pierre Thiam, venu du Sénégal, qui a su trouver un équilibre liturgique tenant compte de la grande diversité des origines des paroissiens ; une communauté qui se projette dans l’avenir et s’attache dorénavant à trouver les moyens d’entretenir ces locaux rénovés, et à programmer de nouvelles formations de façon à pérenniser le fonctionnement du Centre et de son personnel.

Retrouvez ci-dessous quelques instantanés de la vie de l’Eped : un exemple des enseignements dispensés au Centre de Formation ; une session de remise de diplômes ; une conférence donnée par l’architecte Nicolas Westphal ; un culte auquel ont assisté les représentants du Défap et de la Ceeefe, et une vue du temple.

Les collectionneurs ont rendez-vous avec le Congo

Alors même que Jean-Luc Blanc, secrétaire général du Défap, et Tünde Lamboley, chargée de la formation théologique, rencontrent les partenaires du Service protestant de Mission en République démocratique du Congo, le service Philatélie prépare la prochaine Bourse des Collectionneurs de Colombes, le dimanche 17 mars. Les fonds qui seront récoltés grâce aux ventes de timbres serviront précisément à financer des bourses pour les étudiantes de l'UPRECO, à Kananga, une zone enclavée et délaissée par le pouvoir de Kinshasa.



La 20ème Bourse des Collectionneurs organisée par l'Amicale Pluricollections de Colombes et Environs (APCE)

Le dimanche 17 mars 2019 aura lieu la 20ème Bourse des Collectionneurs organisée par l'Amicale Pluricollections de Colombes et Environs (APCE). Les visiteurs pourront y acheter des timbres, des cartes postales, des monnaies mais aussi des vieux papiers, des livres et beaucoup d'autres objets, proposés par la cinquantaine d'exposants conviés à cette rencontre annuelle. L'entrée et le parking sont gratuits, angle des rues Léon Bourgeois et Eugène Besançon (*voir carte ci-dessous*). Le Défap sera représenté lors de ce rendez-vous à travers son service Philatélie, et proposera à la vente ses collections de timbres, dont le produit servira à financer des bourses pour des étudiantes congolaises. Hasard du calendrier, cette Bourse des Collectionneurs va se tenir moins d'un mois après le retour en France de Jean-Luc Blanc, secrétaire général du Défap, et de Tünde Lamboley, chargée (notamment) de la formation théologique, partis en République démocratique du Congo pour rencontrer les divers partenaires du Service protestant de Mission,

parmi lesquels figure justement l'université de Kananga…

Les rendez-vous comme celui qui aura lieu ce 17 mars sont cruciaux pour le service Philatélie ; mais ils ne doivent pas pour autant faire oublier le travail qui s'effectue tout au long de l'année, sous l'impulsion des bénévoles mobilisés pour recueillir, trier et classer les timbres. Et au-delà, ce service ne pourrait fonctionner sans tous les donateurs qui permettent d'alimenter le stock de timbres, et qui doivent être chaleureusement remerciés…

Des relations de longue date

Pour aller plus loin :
• *RDC : fiche pays et actualité du Défap*
• *Des timbres pour aider les étudiantes de l'UPRECO*
• *Des bibles pour Kananga*
• *Visite en images de l'UPRECO*
Pour aider les étudiantes de l'UPRECO, vous pouvez aussi retrouver les timbres proposés par le service philatélie sur la boutique du Défap, en cliquant ici.

Le service Philatélie du Défap fonctionne grâce à trois bénévoles : Alain Gilles, Geneviève Minssen et Jean Roman, qui se retrouvent régulièrement au 102 boulevard Arago, dans un local situé un étage en-dessous du hall d'accueil du Défap. C'est là qu'ils stockent, trient et organisent les collections qui seront présentées lors

de rendez-vous comme la Bourse des Collectionneurs de l'APCE. Les timbres arrivent de toute la France ; ils sont regroupés par séries identiques dans des enveloppes de cent, rangés en sacs destinés aux négociants qui les achètent au poids… Un travail de longue haleine pour les membres de ce service, qui sont régulièrement à la recherche de bonnes volontés pour les assister, soit au 102 boulevard Arago, soit pour tenir un rôle de correspondant dans leur paroisse. Les fonds ainsi récoltés servant à financer des bourses pour des étudiantes à plus de 9000 km de Paris : à Kananga, en République démocratique du Congo.

Kananga, l'ancienne Luluabourg fondée en 1884 sur la rive de la rivière Lulua, est la capitale du Kasaï-Occidental – une province enclavée, loin de la capitale Kinshasa, isolée des centres de décision par des centaines de kilomètres de routes impraticables. On n'y accède que par avion. C'est là que se trouve l'UPRECO (Université Presbytérienne du Congo), l'une des trois universités protestantes avec lesquelles les Églises de France sont en lien dans ce pays à travers le Défap. Outre la théologie, on y enseigne le droit et l'agronomie. Aussi délaissée par les autorités et privée de moyens que l'est la ville de Kananga elle-même, l'UPRECO a pourtant un rôle essentiel à jouer dans cette région extrêmement pauvre où les jeunes n'ont pas les moyens d'aller étudier dans les grandes villes plus développées. La situation est particulièrement difficile pour les étudiantes, qui vivent dans une grande pauvreté : très peu de filles ont les moyens de suivre des études, car les familles, quand elles le peuvent, choisissent de financer plutôt

les études des garçons.

Les relations entre les protestants de France et cette université se sont développées suite à un séjour de professeurs français à l'UPRECO, qui sont revenus particulièrement touchés par la situation des étudiants de Kananga. Ces liens prennent aujourd'hui la forme d'un soutien direct à la faculté de théologie, d'envois d'enseignants… Ils passent aussi par des bourses d'appoint pour les étudiantes. Et voilà comment les timbres triés à Paris aident à soutenir l'Université Presbytérienne du Congo : au cours des dernières années, les revenus de la philatélie du Défap ont permis de financer en moyenne 10 bourses par an.

Le Défap en République Démocratique du Congo :
Le Défap travaille en lien avec les universités protestantes suivantes:
*– **L'Université Protestante au Congo – UPC** (à Kinshasa);*
*– **L'Université Libre des Pays des Grands Lacs – ULPGL** (à Goma et à Bukavu);*
*– **L'Université Presbytérienne du Congo – UPRECO** (à Kananga).*
Toutes ces universités comportent une faculté de théologie.
*Le Défap échange avec les facultés de théologie partenaires en RDC notamment par **l'envoi de professeurs** et **l'accueil de boursiers**.*

Centrafrique : lutter contre l'exclusion des Pygmées

Premiers habitants de la Centrafrique, et bénéficiant de la protection officielle de la Constitution de 2016 au titre de «peuple autochtone», les Pygmées qui se risquent hors de la forêt sont en butte aux discriminations, à l'exploitation et à la violence. Or la déforestation réduit leur habitat, poussant

certains à se sédentariser malgré les vexations dont ils sont victimes. Des Églises ont lancé des programmes à destination des Pygmées : c'est le cas de l'Église Évangélique Luthérienne de République Centrafricaine.



Une femme pygmée à Mbanza, près d'une case traditionnelle © Valérie Thorin pour Défap

On connaît d'eux leurs chants polyphoniques, étudiés par des musicologues comme Simha Arom. Ils ont fasciné des spécialistes, comme ceux du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, et des passionnés de jazz : n'ont-ils pas inspiré la si caractéristique ouverture de *Watermelon Man*, sifflée sur des bouteilles de bière, dans l'album *Head Hunters* d'Herbie Hancock ? Leurs traditions orales ont été intégrées au patrimoine culturel

immatériel de l'humanité de l'UNESCO. Ils ont été désignés «meilleurs pères du monde» par un article du *Guardian*. Les Pygmées sont une légende : le peuple premier par excellence, vivant au cœur de la forêt d'Afrique centrale, sans contact avec le monde.

Mais que reste-t-il en réalité de cette image pétrie d'une implicite mythologie rousseauiste ? Si l'on connaît l'existence des Pygmées Aka, on ignore en général l'évolution que subit insensiblement leur mode de vie. Car l'équilibre a depuis longtemps été rompu. Les Pygmées ne sont pas sans contacts avec les autres ethnies, loin de là. Que ce soit en République Démocratique du Congo ou en République Centrafricaine, où l'on trouve l'essentiel du peuple Aka, l'exploitation à outrance des bois exotiques fait reculer la forêt. Dans les zones non déboisées, des pistes viennent trouer la jungle. Ce qui restreint l'habitat des animaux, dont les populations se réduisent, et limite de plus en plus l'espace où se font les déplacements saisonniers des Pygmées : de chasseurs-cueilleurs et nomades, ils sont de plus en plus souvent contraints à passer à un mode de vie sédentarisé. Ils sortent de la forêt. Ils installent leurs cases de feuillages en forme de dômes, adaptées à la vie sous la canopée, aux alentours des villages des «hommes grands».

Une protection légale qui reste lettre morte

Pour aller plus loin :

• *Retrouvez l'article sur la visite aux Pygmées de Mbanza dans la Lettre du Défap n°19, février 2019*

• *RCA : fiche pays et actualités du Défap*

• *Présentation de la thèse de Bijoux Makuta : «La mission évangélisatrice auprès des Pygmées. Expérience mystique et défis missiologiques en République Démocratique du Congo»*

• *Centrafrique : «À Bouar, des déplacés musulmans reviennent»*

• *Centrafrique : guérir du traumatisme*

• *Centrafrique : «La crise a développé le dialogue interreligieux»*

• *Centrafrique : l'EELRCA, un espace de réconciliation au cœur du conflit (rapport de 2014)*

• *Poursuivre l'accompagnement de l'Église à Bangui*

Là, ils découvrent l'exclusion, les moqueries, se font exploiter par les ethnies voisines qui les considèrent comme des sous-hommes. Les vols, les meurtres, les viols sont monnaie courante, dans la plus totale impunité, parfois encouragés par

des rumeurs : avoir des relations sexuelles avec une jeune fille pygmée guérirait du sida, dit-on… Lorsqu'ils vont à l'école, les enfants sont battus et mis à l'écart. «Quand ils sortent de la forêt, raconte Valérie Thorin, responsable du suivi de la République Centrafricaine au Défap, les Pygmées ont déjà entendu parler des avantages de la modernité : faire partie d'une communauté plus importante, avoir accès à l'éducation, aux soins de santé…» Mais les vexations et la violence qui les accueillent en poussent beaucoup à se réfugier dans l'alcool ; et d'autres à retourner dans la forêt, comme en témoigne Bijoux Makuta, boursière du Défap, dans sa thèse consacrée aux Pygmées de RDC, dont l'un racontait : «Nous ne pouvons pas vivre avec des gens qui ne nous aiment pas et qui se moquent de nous». Et l'instabilité récurrente de la République Centrafricaine depuis la guerre civile de 2013 a fragilisé encore plus la situation du peuple Aka. Dans un pays où l'autorité de l'État s'étend à peine au-delà de la grande banlieue de Bangui, où plus de 80% du territoire est contrôlé par des bandes armées qui rançonnent ou monnayent leur «protection», le sort des Pygmées n'émeut guère. La RCA a pris des engagements internationaux ; officiellement, la Constitution de 2016 garantit la protection des «peuples autochtones»… En réalité, ils ne bénéficient d'aucune

représentation dans les instances officielles, d'aucune protection juridique, et ces textes restent sans effet.

Si les Pygmées Aka vivent encore en grande majorité dans cette forêt qui recule, que faire pour ceux qui se sédentarisent ? En premier lieu, lutter contre l'exclusion dont ils sont victimes. C'est l'un des projets de l'EELRCA (l'Église Évangélique Luthérienne de République Centrafricaine) et notamment de son président, Samuel Ndanga Toue, qui se préoccupe depuis longtemps du sort des Pygmées. Ou plutôt des «citoyens», comme on les désigne en langage administratif, plus par souci d'affirmer symboliquement leur égalité avec les autres habitants du pays que par réelle volonté de mettre fin aux discriminations.

«Il n'y a plus assez de nourriture en forêt»

«J'ai rencontré récemment les Pygmées de Mbanza : un village qui se trouve au sud de Berbérati, dans la zone diamantifère, au Sud-Ouest de la RCA», témoigne Valérie Thorin. «J'ai vu là une communauté de quelques centaines d'individus. Ils ont commencé à construire des cabanes en bois aux toits à deux pans, plus solides, plus adaptées à

la vie hors de la forêt.» Installés là depuis des années, ils ont adapté peu à peu leur mode de vie à ce nouvel environnement : vêtements «à l'occidentale», apprentissage de la langue des G'Baya, l'ethnie principale de cette région. «Nous voulons rester, témoigne le chef du village. Il n'y a plus assez de nourriture en forêt.»

L'Église Évangélique Luthérienne, qui a édifié là un temple, envisage à terme de construire aussi une école, pour que les enfants puissent être scolarisés sans être en butte au rejet et à la violence. L'EELRCA regroupe 120.000 membres à travers 544 «congrégations» (paroisses) ; elle compte 74 pasteurs et 540 «catéchistes diplômés» ; elle est présente surtout dans la partie Ouest du pays. Elle est en lien plutôt avec des partenaires américains (ELCA) mais a entretenu aussi pendant de longues années des relations avec les protestants de France via la Colureum (Commission luthérienne des relations avec les Églises d'outre-mer), aujourd'hui intégrée au Défap. Avec l'Église Évangélique du Congo et l'Église Protestante Africaine, elle fait partie des trois Églises de cette région ayant des liens avec le Défap à avoir lancé un programme spécifique à destination des Pygmées.

Franck Lefebvre-Billiez



Pygmées devant le temple de l'EELRCA à Mbanza © Valérie Thorin pour Défap

---

Haïti : vivre, étudier et reconstruire après le séisme

Depuis le tremblement de terre du 6 octobre, la réponse des autorités haïtiennes est

lente. La Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (FEPH), partenaire privilégié du Défap dans la région, faisait partie des tout premiers intervenants sur place. Le séisme n'était pas une catastrophe majeure, et n'était en rien comparable avec la catastrophe de 2010 : la mobilisation internationale est donc restée limitée. Pourtant, les besoins sur place sont nombreux : écoles fragilisées ou qui devront à terme être rasées, matériel scolaire à remplacer… Rencontre avec Christon St Fort, directeur exécutif de la FEPH, qui évoque la situation post-séisme.



Rencontre organisée par la FEPH dans la région touchée au lendemain du séisme © FEPH

En Haïti, l'éducation est un secteur où les

besoins sont criants : selon les chiffres de la Banque Mondiale, plus de 200.000 enfants ne sont pas scolarisés. Les écoles publiques sont une petite minorité (9 écoles sur 10 sont des établissements privés); et le niveau général est tellement faible que moins de 5% d'une classe d'âge obtient le bac. Dans ce contexte, la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (FEPH), grâce à son réseau de 3000 écoles protestantes, revendique la scolarisation de 300.000 enfants. Elle est soutenue directement par le Défap à travers des financements directs et à travers ses envoyés ; elle fait aussi partie des partenaires privilégiés de la Plateforme Haïti, mise en place sous l'égide de la Fédération protestante de France et où le Défap se retrouve aux côtés de divers acteurs du protestantisme français impliqués dans ce pays, comme La Cause ou la Mission Biblique.

Or de nombreuses écoles ont été détruites ou fragilisées lorsqu'un tremblement de terre de magnitude 5.9 a frappé le pays, le samedi 6 octobre à 8h12 du soir. Haïti se trouve à la frontière entre la plaque tectonique

caraïbe et la plaque d'Amérique du Nord : le risque sismique y est important, et le tremblement de terre de 2010 a notamment laissé un profond traumatisme. Au cours des heures suivant la première secousse, la FEPH a lancé une mission d'évaluation dans les régions directement touchées : le nord-ouest du pays et plus particulièrement les environs de la ville de Port-de-Paix. Y participaient notamment Christon St Fort, directeur exécutif de la FEPH, et Ingrid Hardouin, chargée d'appui aux partenariats, envoyée du Défap. Un mois et demie après ce séisme, Christon St Fort évoque l'évolution de la situation sur le terrain.

Pour aller plus loin :
- *L'actualité du Défap en Haïti*
- *Solidarité avec Haïti après le séisme du 6 octobre*
- *PLATEFORME HAITI : Présentation sur le site de la Fédération protestante de France*
- *Le site de la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti*

De quelle manière la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti est-elle impliquée dans

la réponse au séisme du 6 octobre dernier ?

Christon St Fort : Il faut souligner tout d'abord que la FEPH a l'autorisation de la direction de la Protection civile pour intervenir directement dans les zones sinistrées. Nous avons déjà fait un premier rapport. La FEPH participe aussi aux différents groupes de travail sur la réponse humanitaire. Dans l'immédiat, nous intervenons surtout dans le domaine de l'appui psychosocial : notre première action d'envergure suite au séisme a été une formation à destination des enseignants. Un responsable du ministère de l'Éducation nationale a d'ailleurs souligné, à propos de cette formation à l'appui psychosocial, que la FEPH était la première institution à faire ce genre d'intervention dans la zone touchée par le séisme depuis le 6 octobre.

D'autres actions sont envisagées : notamment une évaluation de l'état de tous les bâtiments scolaires situés dans la région où s'est produit le séisme. Il ne suffit pas de constater qu'il y a des fissures dans un mur

: il nous faut l’avis de techniciens compétents pour savoir si le mur est réparable ou si l’école, à terme, s’écroulera – et s’il vaut mieux la raser pour reconstruire. Pour faire une telle évaluation, il faut du temps et des moyens… Un autre aspect, c’est la «peur du béton» : beaucoup d’enfants craignent de retourner en classe, redoutent que le bâtiment ne s’effondre, et il nous faut des éléments pour pouvoir les rassurer.

Quelles sont les actions envisagées à moyen terme ?



L’équipe de la FEPH partant évaluer les besoins : au centre, Ingrid Hardouin, envoyée du Défap © FEPH

Christon St Fort : Il faudra réparer, bien sûr, là où c’est possible ; et pour les écoles qui se révéleront trop endommagées, il faudra reconstruire. Ce qui supposera dans un premier temps de monter des classes transitoires en structures légères : car reconstruire en dur prend du temps, et il faut bien que les élèves puissent poursuivre leur scolarité. Une autre action d’envergure sera l’information sur les risques naturels. La FEPH est déjà impliquée dans des

campagnes d’éducation à la gestion des risques et des désastres : il s’agit de sensibiliser à la fois les enseignants et les élèves aux conduites à tenir en cas de catastrophe naturelle. Haïti est un pays particulièrement exposé, qu’il s’agisse de tremblements de terre ou de cyclones. On sait bien qu’il y aura d’autres séismes. Or si les enfants ne sont pas bien formés, ils ne peuvent pas savoir quel comportement adopter en cas de catastrophe. Voilà pourquoi la FEPH tient particulièrement à développer ces formations dans les écoles.

Enfin, au-delà des bâtiments, il y a tout le matériel scolaire à reconstituer : il faut aider les familles dont les enfants n’ont plus d’affaires de classe, fournir du matériel scolaire aux enseignants quand le leur a été détruit… Ce ne sont pas les projets qui manquent.

Où en est la réponse des autorités haïtiennes face aux conséquences du séisme ?



Christon St Fort © FEPH

Christon St Fort : Elle est plutôt lente. L'État haïtien s'avère malheureusement dépassé par les événements. Il faut dire que la situation politique n'est pas favorable. Actuellement, il y a des mouvements de protestation dans tout le pays contre le gouvernement en place. La première raison, ce sont les soupçons de corruption : les dirigeants actuels, mais aussi leurs prédécesseurs, sont soupçonnés d'avoir dilapidé les fonds du programme PetroCaribe. C'est un accord régional entre les pays des Caraïbes et le Venezuela, dans lequel Haïti

est partie prenante, et qui permet d'obtenir du pétrole vénézuélien à des conditions préférentielles – notamment avec un système de paiements échelonnés. Or 3,8 milliards de dollars affectés à ce programme, et correspondant à des prêts accordés par le Venezuela sous forme de vente à crédit de carburant, remboursables sur vingt-cinq ans avec un taux d'intérêt de 1% par an, semblent avoir disparu… La deuxième raison, liée à la première, ce sont les voix qui s'élèvent au sein de l'opposition au président haïtien, Jovenel Moïse, pour réclamer son départ. Ceux qui avaient protesté contre son arrivée à la présidence voient aujourd'hui, dans le scandale PetroCaribe, un moyen de l'obliger à partir. Le 17 octobre dernier, il y a eu à Port-au-Prince une très grande manifestation contre la corruption. Le 18 novembre, jour de fête nationale, l'opposition a organisé de nouveaux défilés, il y a eu plusieurs morts ; et depuis le pays est bloqué. J'ai vu Port-au-Prince devenir une ville morte pendant plusieurs jours. Les banques restent fermées, tout comme les administrations et

les commerces, les transports sont bloqués… Bien évidemment, dans un tel contexte, la FEPH elle aussi a dû reporter certaines de ses activités.

Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :



- *la **Mission Biblique***
- *le **Service protestant de mission – Défap***
- *la **fondation La Cause***
- *le **SEL (Service d'Entraide et de Liaison)***
- ***ADRA-France***
- *l'**Église du Nazaréen***
- ***Réforme***

Bangui : les images de la visite commune Défap-Cevaa

Cette visite, qui a eu lieu au début du mois de décembre, a permis de faire le point sur les projets d'accompagnement de l'Église Protestante Christ-Roi de Centrafrique – notamment l'accompagnement pastoral et le soutien à la cellule d'écoute psychologique destinée aux victimes de violences. Elle s'est aussi traduite par des rencontres, comme celle qui a eu lieu avec l'archevêque Nzapalainga, qui continue à plaider l'apaisement en dépit du retour des violences à travers le pays. Retour en images.

PREVENOH : Un projet au service des enfants d’Haïti

La Fédération des écoles protestantes d’Haïti (FEPH), qui coordonne plus de 3 000 écoles accueillant 300 000 élèves environ, a mis en place un projet de réduction de la vulnérabilité des écoliers dans le Nord d’Haïti baptisé PREVENOH. Un projet cofinancé par les acteurs du protestantisme français et par l’organisme chrétien de développement Tearfund.

Objectif Tunisie

Depuis de nombreuses années, le Défap collabore avec l'Eglise Reformée de Tunisie (ERT) et d'autres partenaires pour des actions sociales et culturelles. Du 7 au 13 décembre dernier, Laura Casorio, la secrétaire exécutive en charge des envoyés, était en déplacement en Tunisie pour rencontrer ses envoyés et ses partenaires présents sur place.

L'enseignement : un enjeu primordial pour le Défap

Les 19 et 20 avril 2016 s'est tenu le bureau du RIEP (Réseau International de l'Enseignement Protestant) en présence de

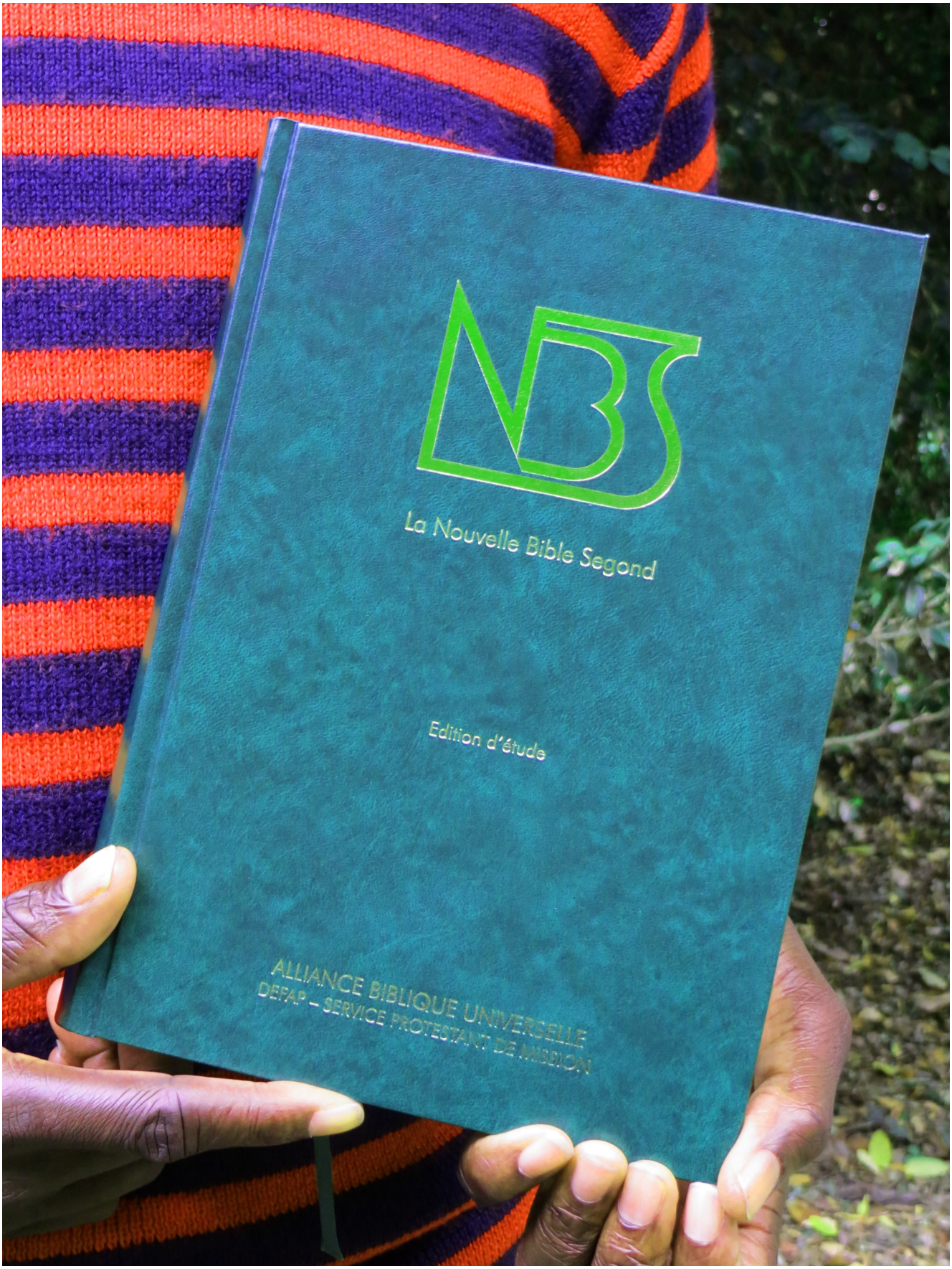
trois de ses membres et de deux représentants du Défap. A l'ordre du jour, l'évolution du RIEP et une intervention de Sophia Bazille sur le montage d'un dossier de subvention.

Le Défap au Congo : projets en cours

Du 3 juin au 10 juin 2015, le pasteur Jean-Luc Blanc s'est rendu au Congo pour une mission de suivi de l'ensemble des projets du Défap dans ce pays. Retour sur les partenariats les plus importants.

Des Bibles pour la mission

Le « projet NBS » s’appuie sur un constat simple : dans les Églises du Sud, les outils théologiques manquent souvent pour les pasteurs et les évangélistes. D’où cette initiative du Défap lancée dès 2007 et combinant la diffusion d’exemplaires de la « Nouvelle Bible Segond » avec l’envoi d’enseignants et l’organisation d’ateliers. Après le succès d’une première phase de diffusion de 1500 Bibles « NBS », le Défap renouvelle l’opération.



Depuis 2007, le constat n’a pas changé. Dans beaucoup d’Églises du Sud, la bibliothèque

théologique personnelle des pasteurs, prédicateurs et évangélistes se limite régulièrement à un seul ouvrage : une Bible, souvent d'une édition modeste. Ceux qui achètent quelques livres durant leurs études doivent généralement les revendre au moment où ils terminent. Or, il existe une Bible d'étude dans la version NBS (Nouvelle Bible Segond) qui intègre de nombreuses aides pour un travail exégétique, historique, théologique. C'est précisément cet outil très complet – avec introductions détaillées, notes exégétiques, tableaux et encadrés thématiques, cartes, index détaillé et concordance – que le Défap contribue à diffuser, grâce à un partenariat avec l'Alliance biblique française et au soutien financier de ses Églises membres. En l'accompagnant de l'envoi d'enseignants et de la mise en place d'ateliers, aidant ainsi à la transmission de l'Évangile, au soutien à la formation biblique, ainsi qu'au renforcement des liens ecclésiaux dans l'espace francophone.

Un « passeport vers la fraternité »



La première phase de ce « projet NBS » a permis de diffuser 1500 Bibles. La « NBS », édition d'étude personnalisée pour le Défap, a déjà été distribuée en de nombreux endroits, notamment au Cameroun, au Congo, au Sénégal, au Bénin, à Madagascar, au Rwanda, en Tunisie… Une deuxième phase portant sur un nombre équivalent a d'ores et

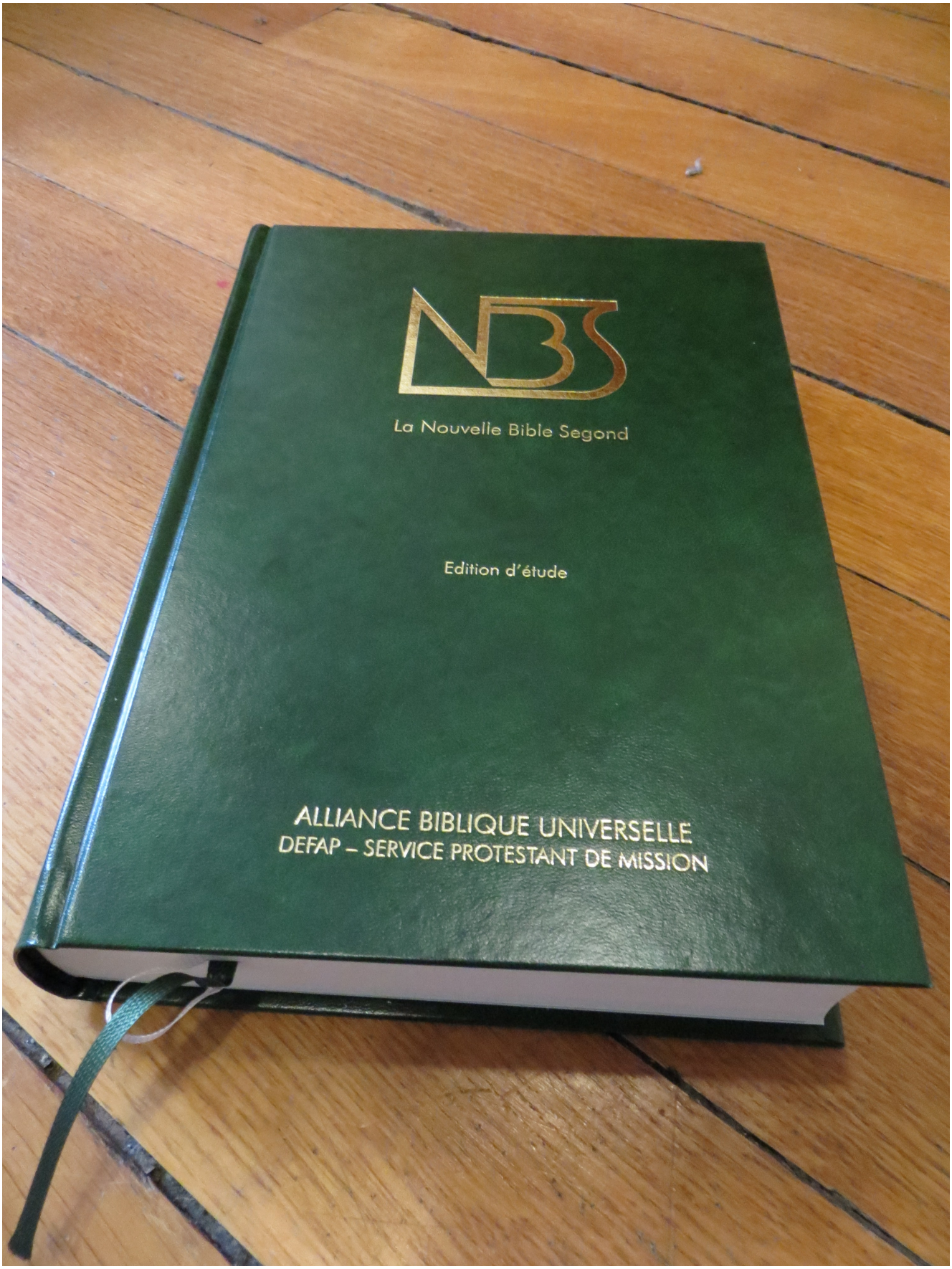
déjà été lancée par le Défap, devant l'accueil très favorable reçu dans les Églises du Sud. De nombreux organismes de formation (instituts bibliques et facultés de théologie) ainsi que des Églises ont d'ailleurs demandé à ce que ce programme continue. Ce dont témoigne un étudiant qui a bénéficié au Sénégal du programme de diffusion de Bibles NBS et des formations qui y étaient associées :

« Il reste des besoins non pourvus »

La Bible d'étude NBS est ainsi apparue, lors de cette première opération, comme un outil dont les bénéficiaires ont apprécié la qualité et l'utilité pour la lecture dans un cadre académique ou pour le travail pastoral. Les ateliers ou séminaires de formation ont permis des échanges souvent très riches, les animateurs des sessions (professeurs ou biblistes) revenant souvent impressionnés par le désir d'apprendre des étudiants, par leur curiosité et par la pertinence de leurs réflexions.Comme le soulignait dès 2007 Marc Frédéric Müller,

ancien Secrétaire Exécutif du Défap, à l'époque en charge du projet des NBS : « Aujourd'hui la Bible, porteuse de paroles qui font vivre, ne cesse de nourrir la foi de tous ceux qui s'engagent, à la suite du Christ ; elle est offerte pour l'édification de l'Église universelle qui préfigure de bien des manières le Royaume à venir. Plus nous serons enracinés dans le témoignage des prophètes et des apôtres, plus nous serons capables de nous ouvrir aux réalités des autres, à leur culture et à leur langage, à leur souffrance et à leur espérance. Dans un monde où les frontières des hommes sont parfois un empêchement à la rencontre, la Bible est un passeport, marqué du visa de la grâce, qui nous donne de lever les barrières posées en travers des chemins de fraternité. »

30 euros par Bible, frais d'envoi inclus



Un « passeport vers la fraternité » qui revient à un maximum de 30 euros pièce :

c’est ce que représentent le coût de la Bible elle-même, et les frais d’envois (qui peuvent varier selon les pays). Pour avoir une idée de la qualité de l’ouvrage distribué, en voici un exemple disponible en ligne (disponible à partir du site spécialisé « La Nouvelle Bible Segond – édition d’étude ») :